Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1436

Artikel: Services industriels : coupure de courant à Zurich
Autor: Savary, Géraldine
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026110

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Coupure de courant à Zurich

Les citoyennes et les citoyens de Zurich ont refusé de transformer les services industriels en société anonyme de droit public. Le résultat du vote est inattendu. Explications.

Contre toute attente et tout pronostic, la population zurichoise a refusé, dimanche 18 juin, la privatisation de ses services industriels. Seul un quart des Zurichois s'était déplacé pour les trois objets soumis à votation, ce qui est un record historique en matière d'absentéisme. Néanmoins, le résultat ne fait aucun doute: 52,5% de la population a dit non à la transformation des Services industriels zurichois (EWZ) en société anonyme de droit public; seuls quatre des douze arrondissements qui quadrillent la ville privilégièrent le passage des EWZ en SA.

Thomas Wagner, le municipal radical chargé du dossier se dit consterné par le résultat, alors que les opposants – le parti socialiste, pourtant favorable au projet il y a une année, les Verts et les syndicats – furent agréablement surpris par cette victoire inattendue.

Pourquoi donc Zurich a-t-elle refusé la proposition? Le projet n'était pourtant pas révolutionnaire. Thomas Wagner proposait la création d'une société anonyme mais de droit public, permettant autonomie, rapidité de réaction et progrès technologique. Pourquoi une ville qui, il y a trois ans encore, votait sans rougir (à 67%) pour une privatisation des services du gaz, qui s'est allégrément délestée de son aéroport, a-t-elle enterré la privatisation de ses services d'électricité?

Kloten et Thomas Wagner

L'aéroport, parlons-en justement. L'accroissement des nuisances, la médiatisation du mécontentement de la population n'ont pas été étrangers au résultat du scrutin. Les deux arrondissements proches de l'aéroport qui votent traditionnellement à droite, se sont, cette fois-ci, ralliés aux positions des quartiers-bastions de la gauche.

D'autre part, la personnalité du municipal Thomas Wagner a pesé lourd dans la balance. L'homme est gentil, affable, mais falot, un de ces politiciens qui ne brille ni par son charisme, ni par sa créativité. Les médias zurichois n'hésitent pas à lui faire porter le chapeau de cet échec, titrant par exemple «Thomas Wagner, né pour rester debout sous la pluie» (*TagesAnzeiger*, 24 juin 2000). L'homme n'en est pas à son premier échec. Candidat malheureux à la syndicature, rétrogradé aux services des écoles, puis aux services industriels, il est, disent les mauvaises langues, toujours là où il n'aimerait pas être. L'Union démocratique du centre, et les socialistes plus discrètement, lui reprochent de moins se passionner pour les services industriels que pour la consolidation des relations privilégiées entre Zurich et une ville chinoise au doux nom de Kunming (1 500 000 habitants). L'idée d'une commission d'enquête parlementaire court en raison des incessants aller-et-retour Zurich-Kunming du municipal et des membres de son administration. Le résultat du vote est vraisemblablement une claque, personnelle, contre Thomas Wagner et son engouement pour l'Orient.

Un signal dramatique

Reste qu'on ne peut évoquer le refus de la privatisation des EWZ sans l'inscrire dans le débat sur les services publics. Les licenciements annoncés chez Swisscom, la politique de rationalisation dans le secteur postal ont suscité sinon une prise de conscience, du moins une inquiétude face à l'ouverture des marchés et à la privatisation des prestations étatiques. Ce qui, à Zurich, paraissait naturel, et dans l'ordre logique de la nécessaire évolution vers la modernité se trouve soudain stoppé par le vote de dimanche dernier. La privatisation annoncée des transports publics zurichois sera retardée. Le canton qui prévoyait lui aussi de se séparer de l'entreprise publique de distribution de l'électricité (EKZ) recule devant l'échéance. Et le municipal UDC de Winterthur, Leo Itten, qui avait l'intention de transformer joyeusement les services de l'électricité, de l'eau et du gaz en SA durant l'année 2000 déjà, se demande s'il n'a pas intérêt à ralentir le rythme.

Pour les référendaires, la votation populaire du dimanche 18 juin sanctionne la vague des privatisations; elle révèle que le vent souffle dans le sens contraire. Thomas Wagner, lui-même reconnaît que le refus de privatiser les services industriels est un «signal dramatique pour toute la Suisse».

Le débat sur les services publics pourrait, comme la plupart des grands thèmes qui traversent la politique suisse, naître sur les bords de la Limmat. Le vote zurichois montre, au-delà des spécificités locales, que certitudes et rationalité se lézardent quand l'enjeu attise les inquiétudes et réveille les résistances. Certes les services publics, et en particulier, les services industriels ont besoin d'une plus grande marge de manœuvre afin de suivre l'évolution des marchés et des technologies. Mais à vouloir se débarrasser des lenteurs démocratiques, on risque de s'y heurter encore plus violemment. *gs*

Brèves

Les quotidiens zurichois réagissent à la concurrence des quotidiens gratuits. Jusqu'à la fin du mois *Blick* est vendu 1 fr. (au lieu de 1 fr. 50) et dans le dernier numéro de la *Sonntagszeitung*, il y avait un bon permettant d'acheter à 1 fr. (au lieu de 2 fr. 20) un exemplaire du *TagesAnzeiger*.

De nos jours, il faut prendre garde aux chips (puces électroniques). Avez-vous vérifié l'échéance de votre «taxcard» téléphonique? Si ce n'est pas le cas, faites-le. L'appareil pourrait vous indiquer qu'elle n'est plus valable. Votre petit appareil de contrôle vous permet de constater un solde de cinq francs. Pour le plus grand profit de l'opérateur, les puces sont programmées mortelles.

Le Club royal des gagnants offre la possibilité à ses membres de jouer au «British Lotto»; il suffit par exemple, de verser quarante-cinq francs sur un compte de l'UBS à Zurich. Les banques sont vraiment bonnes à tout faire. *cfp*